MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 08 mai 2025

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation globale au Mexique a atteint +3,93 % g.a. en avril 2025, en hausse par rapport à mars (+3,80 % g.a.). Ce niveau, le plus élevé depuis huit mois, reste néanmoins dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % ±1 pp).

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,93 %

Taux d'inflation en g.a. en avril 2025

L'inflation sous-jacente — qui exclut les composantes les plus volatiles — a également progressé à +3,93 % en g.a., contre 3,64 % le mois précédent. Cette accélération reflète la hausse des prix des services (+4,56 %) et des marchandises (+3,38 %), les deux composantes de l'inflation sous-jacente.

En parallèle, l'inflation non sous-jacente a ralenti à +3,76 % en g.a., après 4,16 % en mars. Les produits agroalimentaires ont enregistré une hausse notable (+4,13 %), tirée par les produits d'origine animale (+8,25 %), tandis que les prix des fruits et légumes ont reculé (-2,45 %). Le prix de l'électricité a bondi de +5,88 %, mais son incidence sur l'indice global a été atténuée par l'application de tarifs réduits liés à la saison chaude dans 18 villes du pays.

Malgré la désinflation en cours sur les composantes les plus volatiles, la persistance des pressions sur les services et les produits de base continue d'appeler à la prudence. Dans ce contexte, et après que la Fed ait maintenu son taux directeur inchangé cette semaine, les marchés attendent avec intérêt la prochaine décision de politique monétaire de la Banque centrale du Mexique (Banxico) qui sera annoncée le 15 mai.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le *Plan México* pourrait augmenter le PIB annuel de 0,7 %, selon le ministère des Finances. Présenté le 5 mai par la présidente Claudia Sheinbaum, ce plan vise à stimuler la croissance et l'emploi en renforçant la production nationale. Trois axes structurent la stratégie : (i) augmenter de 10 % le contenu local dans les achats publics ; (ii) remplacer 10 % des importations manufacturières par des produits mexicains et (iii) renforcer la demande intérieure en soutenant les fournisseurs nationaux. Selon les estimations officielles, ces mesures pourraient générer jusqu'à 700 000 emplois supplémentaires chaque année et soutenir durablement la production industrielle, notamment automobile. *« Nous pourrions consolider ce secteur comme un moteur de croissance et d'intégration régionale ; aujourd'hui, en raison de la faible ou moyenne part de contenu* Made in Mexico*, il est possible de renforcer très significativement ces effets d'entraînement sur les autres secteurs, avec un impact très positif sur l'économie régionale »*, a déclaré le ministre des Finances, Édgar Amador Zamora. En outre, le gouvernement ambitionne ainsi de réduire la dépendance aux importations tout en mettant l'accent sur les retombées sociales. La présidente C. Sheinbaum a ainsi souligné que *« l'objectif n'est pas seulement la croissance, mais le bien-être des Mexicaines et des Mexicains »*.

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 0,1 % pour 2025, contre 0,2 % prévu par l'enquête de la quinzaine précédente. Pour la sixième quinzaine consécutive, le marché réduit sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2025 avec une prévision désormais éloignée des 1 % prévus au début de l'année et inférieure aux 0,3 % et 0,2 % estimés respectivement lors des première et deuxième quinzaines d'avril. Cette dernière estimation s'éloigne en outre de la prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico) qui tablait sur une croissance à 0,6 % fin février mais reste supérieure à celle du FMI qui prévoit une contraction de l'économie de -0,3 % en 2025. Le consensus de marché estime que l'inflation globale s'établira à 3,80 % fin 2025, comme estimé lors de la dernière enquête de Citi, et que le taux d'intérêt directeur de Banxico clôturera l'année à 7,75 %, résultat d'une baisse cumulée de 225 points de base sur l'année. Par ailleurs, toujours d'après l'enquête de Citi, le taux de change devrait clôturer l'année 2025 à 20,80 pesos pour un dollar, contre 20,93 prévu auparavant.

Les envois de fonds (*remesas*) ont augmenté de 1,3 % g.a. au cours du premier trimestre de l'année pour atteindre 14,1 Mds USD. Après quatre mois consécutifs de baisse en variation mensuelle, les envois de fonds ont rebondi de 16 % g.m. en mars, s'élevant à 5,15 Mds USD (+2,7 % g.a.). Le nombre de transactions au cours du mois s'est élevé à 13 438 millions pour un montant moyen de 383 USD. Pour

rappel, les flux de *remesas* avaient chuté en variation mensuelle et annuelle en février, premier mois d'exécution des mesures anti-immigration de Donald Trump aux Etats-Unis, susceptibles d'avoir eu un impact sur l'emploi et les comportements d'envoi de fonds des immigrants craignant une expulsion. Les *remesas* ont à nouveau dépassé les 5 Mds USD en mars, ce qui pourrait refléter un retour à la normal des envois après plusieurs mois de transition. Au total, plus de 11 millions d'adultes au Mexique seraient bénéficiaires d'envois de fonds, qui proviendraient à 96,6 % des Etats-Unis. Au cours du premier trimestre de l'année, les *remesas* se sont concentrées à 66 % dans 10 Etats, avec en tête le Michoacan (8,9 % du total), suivi du Jalisco (8,8 %) et de Guanajuato (8,5 %). Arrive ensuite le Chiapas (6,8 %), Etat pour lequel l'importance économique des envois de fonds est la plus importante, représentant près de 16 % de son PIB.

Sectoriel

La Commission Fédérale de l'Electricité (CFE) va augmenter la part de produits d'origine mexicaine dans ses achats publics. Cette annonce a été réalisée lors de la conférence de presse présidentielle matinale du 5 mai 2025 par la ministre de l'Energie Luz Elena González. Cette hausse du contenu national des intrants et des matériaux s'inscrit dans le cadre du Plan de Renforcement et d'Expansion du Système Electrique National, qui vise à réduire la dépendance aux importations en produisant davantage d'intrants et d'équipements au Mexique. Pour la CFE, l'objectif est de passer de 25 % d'intrants nationaux à 50 % pour la distribution d'électricité et de 30 % à 50 % pour le transport d'électricité. Pour la production d'électricité, il s'agirait de passer de 25 % à 35 % en augmentant l'utilisation de câbles et d'acier fabriqués au Mexique. Il est cependant plus difficile d'obtenir des turbines et générateurs nationaux car ceux-ci sont produits par seulement trois pays dans le monde. Dans ce contexte, la société mexicaine Sarens joue un rôle clé dans le projet « *Energía Valle de México II* », situé à Axapusco (Hidalgo). Dans cette centrale thermique, Sarens a remplacé un rotor de 45 tonnes par un nouveau de 65 tonnes – sans interruption de production. Cette entreprise a également participé à la construction de la raffinerie de Dos Bocas (Tabasco) et à la réhabilitation du parc éolien de Reynosa (Tamaulipas). L'entreprise s'inscrit ainsi comme un acteur important du développement des infrastructures énergétiques nationales.

Unilever investira 1,5 Md USD au Mexique entre 2025 et 2028. L'investissement de cette multinationale britannique de produits de consommation vise à renforcer son usine de Nuevo León, augmenter sa capacité de production et développer des projets logistiques et de digitalisation. Sur ces 1,5 Md USD, 408 M USD seront dédiés au démarrage de la nouvelle usine de l'entreprise à Salinas Victoria (Nuevo León) et s'ajouteront aux 408 M USD déjà investis pour la construction de ce site. Il y sera réalisé des produits de beauté et de soins personnels pour des marques telles que

Dove, Rexona et Sedal afin d'approvisionner les marchés nationaux et latinoaméricains. Elle permettra la création de 1 200 emplois, directs et indirects. Le reste sera investi dans d'autres sites à Lerma y Tultitlán (Estado de México) et dans le parc industriel Civac (Morelos). Mildred Villegas, directrice générale de Unilever Mexique, a souligné l'importance de la stabilité économique du Mexique pour investir, des talents locaux et des bénéfices offerts par le *Plan México* et le programme *« Hecho en México »* (« Fait au Mexique »). Le Mexique fait partie des 10 principaux marchés d'Unilever au niveau mondial, avec 7 000 employés dans le pays. Le ministre mexicain de l'Economie, Marcelo Ebrard, considère que dans ce contexte d'*« incertitude »* commerciale, *« le fait que les entreprises décident d'investir au Mexique constitue une valeur ajoutée »*.

Plusieurs entreprises mexicaines feraient face à des difficultés ces derniers mois en raison des tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis et d'un ralentissement de la consommation. Kimberly Clark, propriétaire des marques Huggies, Kleenex et Kotex, a estimé à 300 M USD l'impact que l'entreprise subit. Selon son directeur financier, Nelson Urdaneta, la majeure partie de ce qui est vendu aux Etats-Unis est produit localement. Ainsi, ce sont la hausse des coûts des matières premières en provenance de la Chine, du Mexique et du Canada ainsi que les droits de douane qui nourrissent cet impact. Arca Continental, le deuxième embouteilleur de Coca-Cola en Amérique latine, est touché par les tarifs sur l'aluminium de ses canettes. Cependant, la production de l'entreprise est essentiellement locale et les exportations vers les Etats-Unis limitées. L'impact devrait donc représenter moins de 1 % du coût des ventes de Coca-Cola Southwest aux Etats-Unis. Bimbo, de son côté, serait plutôt préservé des impacts liés aux droits de douane car la majorité de ses produits sont conformes à l'Accord Canda-Etats-Unis-Mexique (T-MEC). Toutefois, la consommation aux Etats-Unis pourrait se dégrader en raison de l'inflation. Coca-Cola FEMSA, embouteilleur majeur de Coca-Cola, signale un ralentissement de la consommation au premier trimestre, avec une baisse de 2,2 % du volume des ventes, en partie à cause de l'incertitude économique et des conditions climatiques. Alsea, opérateur de Starbucks et Domino's, ne serait pas encore directement affecté par les tarifs mais subirait la hausse historique des prix du café et du fromage.

Finances publiques

Le déficit public au cours du premier trimestre de l'année se serait réduit de 71 % g.a., notamment grâce à une hausse des recettes fiscales de près de 18 % compensant la baisse des revenus pétroliers. Le dynamisme de la collecte d'impôts, porté par des gains d'efficacité, aurait été en particulier soutenu par les recettes accrues de la collecte de l'impôt sur le revenu (+21,3 % g.a.) et de la TVA (+20,9 % g.a.). Les taxes à l'importation, qui ne représentent qu'une faible part du total des impôts, auraient quant à elles augmenté de 50,5 % g.a., grâce à un taux de change plus élevé, à un meilleur contrôle des entreprises de commerce

électronique et à une surveillance douanière renforcée. La bonne performance de la collecte d'impôts, qui a dépassé les montants programmés, a compensé la baisse des recettes pétrolières (-13,8 % g.a.). En ce qui concerne les dépenses publiques, elles auraient été sous-exécutées au premier trimestre de l'année et aurait enregistrée une diminution annuelle de 5,9 %. Certains postes de dépense ont enregistré des baisses plus marquées comme c'est le cas des dépenses d'infrastructure et d'investissement physique dans le secteur public (à l'exclusion de Pemex) qui ont chuté de 33,5 % g.a.. En revanche, le coût financier de la dette a eu tendance à augmenter (+11,7 % g.a.) bien qu'il soit resté inférieur au montant programmé *« ce qui témoigne d'une stratégie de financement prudente »* selon le communiqué du ministère des Finances (SHCP). Pour rappel, l'objectif de consolidation fiscale pour l'année 2025 s'établit entre 3,9 et 4,0 % du PIB (contre un déficit public record de 5,7 % enregistré en 2024).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	08/05/2025
Bourse (IPC)	4,21%	1,48%	57 954,39 points
Change MXN/USD	-0,41%	15,55%	19,54
Change MXN/EUR	-0,94%	21,50%	22,04
Prix du baril mexicain	-4,77%	-26,22%	54,73

Amérique centrale

Costa Rica

Le tourisme et le secteur agroalimentaire auraient freiné la croissance du PIB au T1 2025, qui s'est établie à 3,9 % en glissement annuel (g.a.), soit 0,7 point de moins qu'au T1 2024, d'après un rapport de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). La contraction de 4,3 % du secteur agroalimentaire est attribuée à des conditions climatiques défavorables survenues fin 2024, affectant la production et réduisant l'exportation de cultures telles que la banane, l'ananas, la pomme de terre, l'oignon et d'autres produits maraîchers. Par ailleurs, le secteur du tourisme, notamment les hôtels et restaurants, a enregistré une croissance de seulement 0,1 %, contre une augmentation de 7,2% au cours de la même période l'année dernière. Le Costa Rica souffre d'une diminution de l'afflux de visiteurs (-4 % au T1 2025 par rapport à l'année précédente), impactant négativement l'activité économique. Face à ces défis, la Banque centrale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025, les ramenant de 4,1 % à 3,9 %. Pour rappel, la prévision du FMI actualisée au mois d'avril est de 3,4 %.

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le cadre de partenariat pays pour le Costa Rica, axé sur la promotion de la croissance économique tirée par le secteur privé ainsi que le renforcement du capital humain et de la résilience aux chocs sociaux, naturels et climatiques. La stratégie vise également à aider le pays à relever les défis régionaux et mondiaux tels que la migration. Le portefeuille actuel du Groupe Banque mondiale au Costa Rica comprend cinq projets de la BIRD pour un total de 1,24 Md USD et 7 projets de la Société financière internationale (SFI/IFC) pour 63,7 M USD. La Banque mondiale et le ministère des Finances ont également annoncé un nouveau programme qui permettrait l'accès du Costa Rica à un financement de 120 M USD visant à promouvoir une agriculture durable et compétitive. Ce projet s'inscrit dans la Politique publique pour le secteur agroalimentaire 2023-2032 du pays et bénéficiera directement à environ 10 500 petits et moyens producteurs agricoles, touchant indirectement 31 500 personnes, dont 30 % de femmes et 15 % de jeunes. Le programme met l'accent sur des secteurs tels que l'élevage durable, l'agriculture, la sylviculture et les produits de la pêche, tout en promouvant l'agriculture familiale et communautaire. En outre, le projet prévoit l'intégration de 30 000 agriculteurs supplémentaires dans des plateformes numériques pour améliorer leur accès aux services et aux marchés, et ainsi inclure les zones les moins développées du pays.

Panama

En 2024, le Fonds d'Épargne du Panama (FAP) aurait affiché de solides résultats financiers, avec un bénéfice net de 94,1 M USD. Ce fonds souverain, créé en 2012 pour établir des mécanismes d'épargne à long terme pour l'État panaméen, aurait également reçu une capitalisation de 31,9 M USD, portant son actif total à 1,5 Md USD. Cette performance est attribuée à une stratégie d'investissement diversifiée, incluant des actifs tels que les obligations à revenu fixe, les actions et les investissements alternatifs, permettant au portefeuille du FAP de générer un rendement annuel brut de 7,12 %, surpassant son indice de référence. Toutefois, les performances de 2025 sont plus incertaines en raison des pressions inflationnistes persistantes, des perspectives limitées de baisse des taux et des conflits géopolitiques et commerciaux qui continuent d'affecter les marchés mondiaux.

Selon l'Association Bancaire du Panama (ABP), le portefeuille d'actifs du secteur bancaire panaméen (le « Centre Bancaire International (CBI) ») a atteint 97,6 Mds USD en mars 2025, marquant une augmentation de 9,64 % par rapport à mars 2024. Parallèlement, les actifs totaux ont augmenté de 5,52 %, consolidant ainsi une tendance positive dans le secteur bancaire panaméen. Le Centre Bancaire International est un pilier de l'économie panaméenne (environ 10 % du PIB). Il est composé de 62 établissements bancaires, dont 40 en licence générale, 13 en licence internationale et 9 en licence de représentation.

Selon l'Indice Global de Retraite 2025 publié par *l'International Living*, le Panama se hisse au premier rang des destinations mondiales les plus attractives pour les retraités, devant le Costa Rica et le Mexique. Ce classement s'appuie principalement sur le coût de la vie, le climat et la qualité des services. D'après l'institution, un couple de retraités peut y vivre confortablement avec un budget mensuel d'environ 2 400 USD. Le pays propose également un visa de retraité accessible en six mois à toute personne percevant une pension d'au moins 1 000 USD. À cela s'ajoutent des avantages fiscaux notables : absence d'impôt sur les revenus étrangers, et réductions significatives sur de nombreux services (jusqu'à 50 % sur les loisirs et 25 % sur les soins médicaux).

Caraïbes

Barbade

Selon la Banque centrale, l'économie barbadienne aurait progressé de 2,6 % en g.a. au T1 2025, soutenue par le tourisme, les services aux entreprises et la construction. L'inflation a poursuivi sa tendance à la baisse, atteignant +0,9 % en moyenne sur 12 mois, malgré les tensions commerciales mondiales. Les finances publiques se seraient renforcées, avec un excédent primaire de 328 M USD (4,6 % du PIB) et un déficit budgétaire réduit à 43 M USD (0,6 % du PIB). De plus, le secteur financier est resté stable, avec une augmentation du crédit aux entreprises et aux ménages, soutenue par une forte croissance des dépôts et une rentabilité soutenue. Enfin, la qualité des actifs s'est améliorée, le ratio des prêts non performants ayant diminué.

Cuba

Les liens économiques entre Cuba et la Chine continuent de se renforcer. La Chine renforce ses liens économiques avec Cuba dans les secteurs de la santé et du tourisme. Elle occupe désormais une position de premier plan en tant que fournisseur de matériels médicaux à Cuba, après la signature de cinq contrats de services et de quinze accords entre des entreprises chinoises et l'Entreprise cubaine de commercialisation de services médicaux (CSMC). Ces accords ont été signés lors de la Convention internationale dédiée à la santé, Cuba Salud 2025, qui s'est tenue du 21 au 24 avril. Cuba entend promouvoir le tourisme médical et mise sur ce secteur et celui de la biotechnologie comme stratégies permettant l'entrée de devises pour faire face aux difficultés économiques, quand en parallèle, la crise économique impacte profondément l'approvisionnement en médicaments et en matériel médical. Concernant le secteur touristique, la Chine était le pays invité d'honneur de l'édition 2025 de la Convention internationale du Tourisme, FITCuba2025. Lors de cet évènement, le géant asiatique a affiché sa volonté de se positionner comme marché à haut potentiel pour Cuba. Selon l'Ambassade de Chine à la Havane, ce sont plus de 27 000 touristes chinois qui ont visité l'île, ce qui représente une augmentation de 50 % par rapport à l'année dernière. La FITCuba 2025, qui a rassemblé 58 pays du monde entier, a été l'occasion aussi de signer un MoU pour développer la collaboration entre les deux pays autour de ce secteur, qui s'est notamment traduite par deux cartes d'intention pour la négociation de contrats de location de l'hôtel Cocapabana de Cubanacan S.A et de présenter le portefeuille d'opportunité d'affaires pour de potentiels projets en commun. Dans la foulée de la FITCuba 2025 et dans la perspective de diversifier les débouchés touristiques Cuba a accueilli la 6ème réunion des ministres et des hautes autorités

du tourisme des 11 pays de l'ALBA-TCP[1], dont la stratégie est de promouvoir un tourisme régional intégré et la multidestination dans la région

Dominique

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 24 M USD pour soutenir les finances publiques et la résilience face aux catastrophes naturelles de la Dominique. Le pays est doté d'une biodiversité et d'écosystèmes marins qui sont au cœur de son économie, largement dépendante du tourisme. Toutefois, le développement de l'île a été entravé par des catastrophes naturelles et des événements climatiques extrêmes (tempête tropicale Erika en 2015, ouragan Maria en 2017, ouragan Beryl en juillet 2024). Ces événements, accompagnés d'autres chocs, ont sérieusement fragilisé les finances publiques du pays. De ce fait, ce financement de 24 M USD a pour but de (i) renforcer la mobilisation des recettes de l'Etat (en améliorant les mécanismes de collecte des impôts pour améliorer les finances publiques du pays) et de (ii) renforcer la résilience du secteur financier. Ces objectifs seront atteints par la mise en place d'une augmentation des droits d'accise sur le diesel, les boissons sucrées, l'alcool et le tabac, afin d'augmenter les revenus et d'améliorer la santé de la population. Concernant le secteur financier, un processus d'évaluation prudentielle globale (*Comprehensive Supervisory Assessment*) plus robuste sera mis en place pour évaluer la stabilité des institutions financières.

Jamaïque

Le PDG de Kingston Wharves Limited, l'un des principaux opérateurs portuaires de la capitale jamaïcaine, estime que l'impact de la nouvelle politique commerciale américaine resterait limité sur son activité. Grâce aux exemptions des tarifs douaniers prévues par les nouvelles règles pour les routes maritimes courtes et les plus petits navires (moins de 4 000 TEU[2]), le terminal aurait été préservé d'une baisse des volumes. Par ailleurs, certains porte-conteneurs choisiraient désormais d'éviter les États-Unis, renforçant le rôle des hubs régionaux comme celui de Kingston.

[1] L'ALBA-TCP (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des peuples) est une organisation de coopération régionale fondée en 2004 par le Venezuela et Cuba. L'ALBA-TCP est composée de neuf membres : Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, Dominique, Grenade, Nicaragua, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et du Venezuela.

[2] Twenty-foot Equivalent Unit / Equivalent Vingt Pieds - unité de mesure standardisée utilisée dans le transport maritime pour quantifier le volume de conteneurs.

République Dominicaine

D'après les données de la Direction générale des douanes (DGA), le déficit commercial de la République dominicaine se serait établi à 3,98 Mds USD au T1 2025. Entre janvier et mars, les exportations ont atteint 3,17 Mds USD, en hausse de 12,16 % par rapport au T1 2024, et représentant 44,2 % du montant total des importations. Les zones franches auraient contribué à hauteur de 63,1 % tandis que les exportations du régime national ont représenté 34,5 %. Les importations, quant à elles, ont enregistré une augmentation de 3,2 %, totalisant 7,15 Mds USD. En outre, 81,5 % des importations ont été réalisées dans le cadre du régime de la consommation, 17,9 % via les zones franches et 0,6 % via les autres régimes. Les principales destinations des marchandises dominicaines ont été l'Inde (19 %), Haïti (17 %), les Etats-Unis (16,7 %), le Canada (12,8 %) et Porto Rico (6,2 %). En parallèle, les Etats-Unis demeurent le principal fournisseur avec 60,4 % du total des marchandises importées, suivis de la Chine (10,9 %) et de l'Italie (7,4 %). Bien que la croissance soutenue des exportations témoigne de la compétitivité de certains secteurs notamment en zones franches, la constante augmentation des importations confirme la dépendance du pays aux marchés extérieurs.

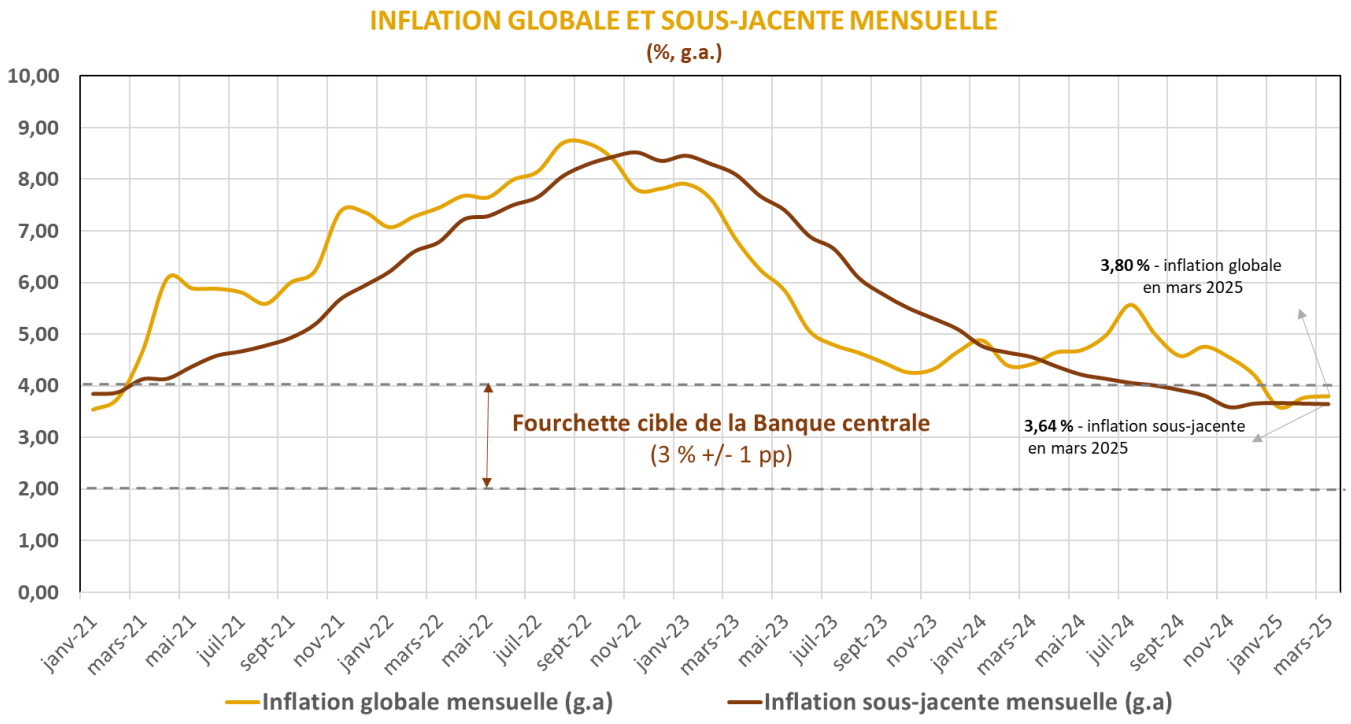
En avril 2025, la Direction générale des impôts (DGII) a enregistré un record historique de recettes mensuelles, atteignant 102,9 Mds DOP (≈ 1,76 Mds USD), en hausse de 8,6 % par rapport à avril 2024. Ce montant dépasse de 1,9 Mds DOP (≈ 32,3 M USD), les prévisions budgétaires, atteignant ainsi un taux de recouvrement de 101,9 %. D'après la DGII, il s'agit de la première fois que le seuil des 100 Mds DOP est franchi un seul mois. Sur les quatre premiers mois de l'année, les recettes cumulées atteignent 321,3 Mds DOP (≈ 5,4 Mds USD), soit +6,2 % g.a.. Les principales hausses concernent l'impôt sur les sociétés (+8,3 %), la TVA locale (+14,8 %), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (+10,2 %) et l'impôt sur la production minière (+93,3 %).

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

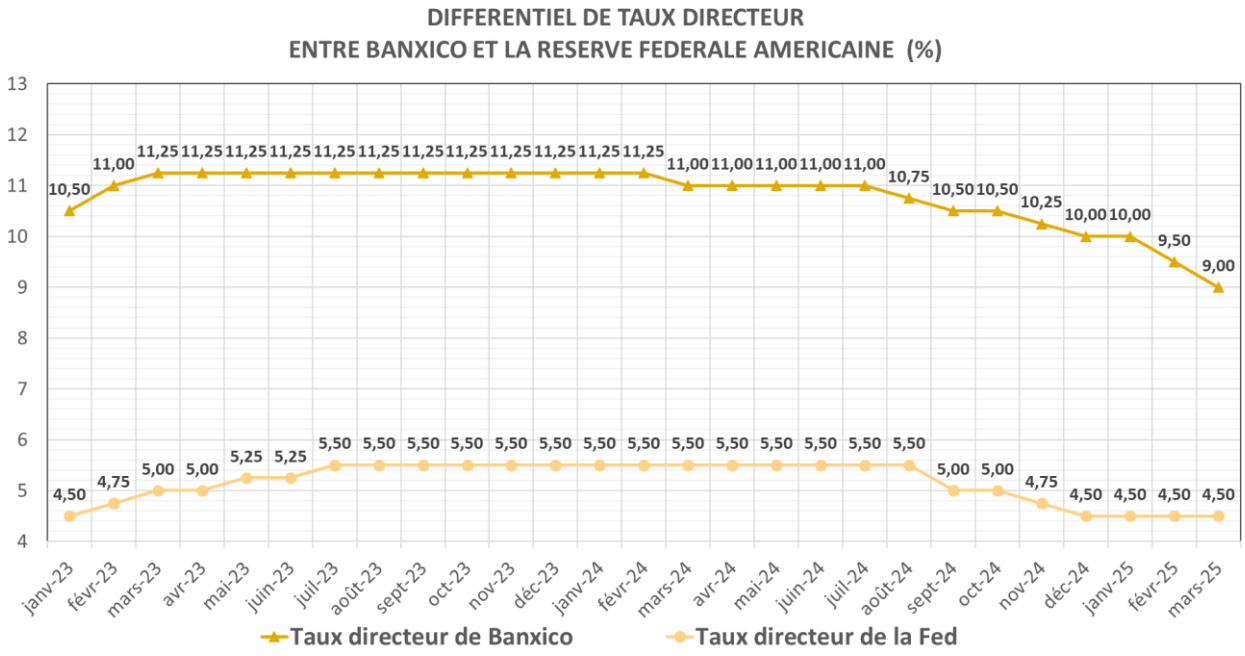
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	9,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

– Annexe Graphique Mexique –



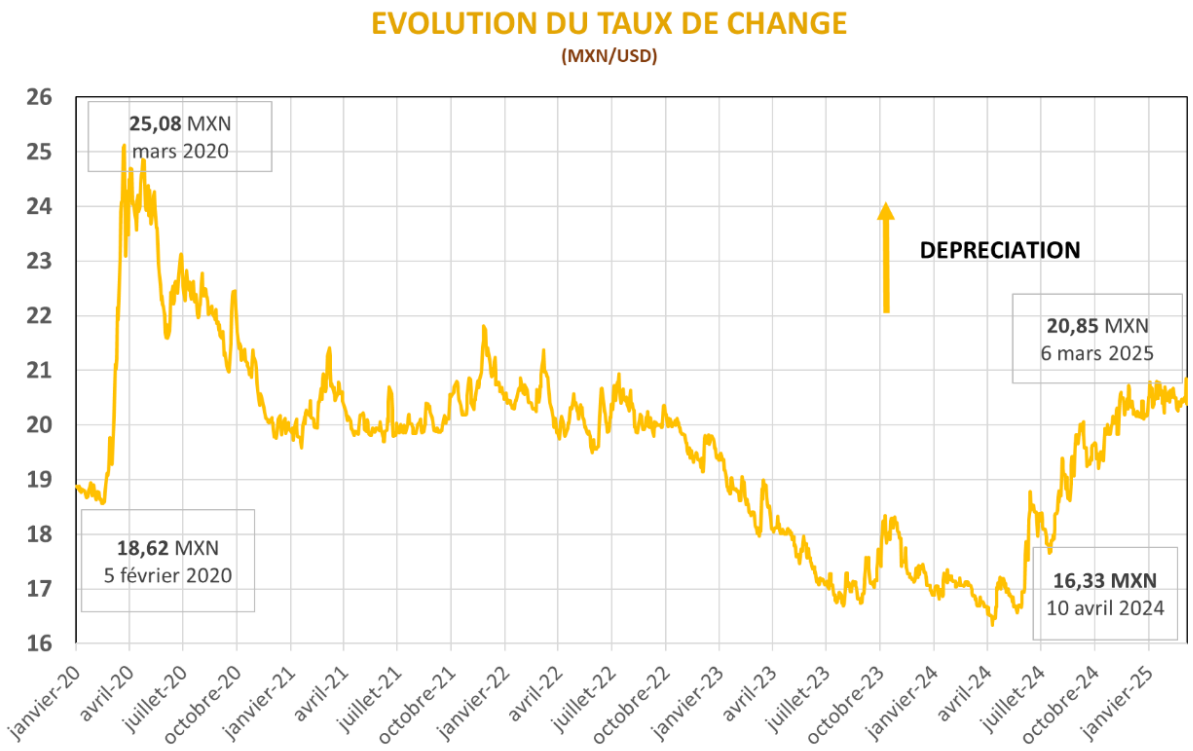
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



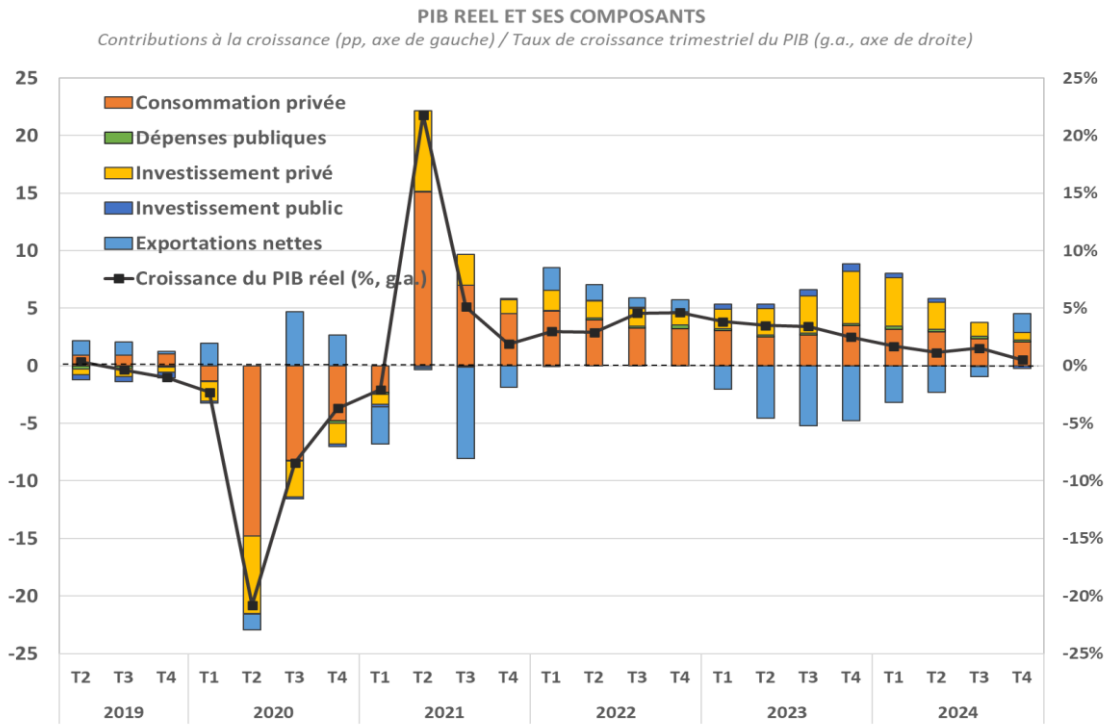
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450

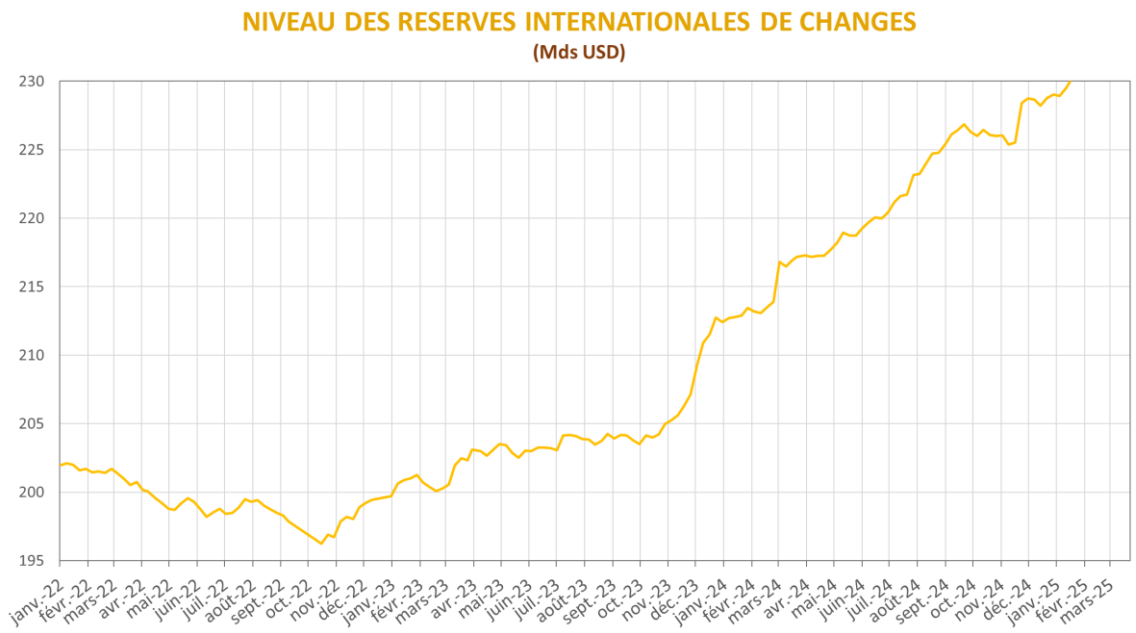
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr